

gouvernemental, voire de l'empoisonnement autorisé des Antillais, dans une période marquée par la figure du scandale sanitaire [10]. L'inquiétude sur les effets sanitaires du chlordécone n'a en effet cessé de grandir localement depuis le début des années 2000, et les résultats des études décrites ci-dessus y ont naturellement contribué. À l'été 2007, les plaintes pour « empoisonnement » déposées aux Antilles les années précédentes, qui s'appuient en particulier sur la trajectoire réglementaire singulière du chlordécone [10], commencent à être relayées au niveau national. Le professeur Belpomme, cancérologue, produit, à la demande d'une association locale, un rapport sur les conséquences de la pollution par le chlordécone et annonce sa présentation pour le 18 septembre à l'Assemblée nationale. Un emballement médiatique se produit, d'abord provoqué par les déclarations du ministre de l'Agriculture qui juge « très grave » la situation aux Antilles, puis amplifié par les déclarations du Pr. Belpomme qui évoque un « désastre sanitaire », une situation « pire que le sang contaminé ». Même si la ministre chargée de la Santé indique le lendemain qu'il n'y a pas de « preuve scientifique », elle appelle les habitants des Antilles à la plus grande précaution pour les produits ne provenant pas des circuits commerciaux. C'est dans ce contexte qu'est décidée la mise en place d'un plan national chlordécone, doté de 30 millions d'euros, qui renforce et étend les mesures sanitaires déjà prises.

Pendant deux à trois décennies, les Antillais ont vécu dans l'ignorance complète de la contamination de

leur environnement. Boire à une source ou au robinet, manger ses légumes ou en acheter sur un marché local ne nécessitait pas de vigilance particulière. La révélation progressive de l'état de la pollution a montré la capacité de diffusion du polluant et ses effets sanitaires sont maintenant largement discutés<sup>5</sup>, ce qui explique les résultats de l'enquête de l'Inpes<sup>6</sup>. Le constat de terres polluées par le chlordécone pour des siècles et son extension progressive par lessivage des sols aux produits de la mer se double de celui d'une imprégnation humaine, en particulier chez les femmes enceintes, les jeunes enfants et les anciens travailleurs de la banane. C'est un phénomène de contamination continue qu'on cherche maintenant à limiter, y compris par des opérations de santé communautaire de grande ampleur, impliquant l'analyse de chaque lopin de terre et la délivrance de conseils agronomiques et alimentaires à chaque famille autoconsommatrice. Les Antilles françaises constituent donc un laboratoire à petite échelle dans ce monde durablement pollué [11] où, après avoir acté l'existence d'une pollution irréversible, il s'agit maintenant de mieux la connaître et la circonscrire mais aussi de vivre avec.

<sup>5</sup> Voir l'article « Étude de la répartition spatiale des cancers possiblement liés à la pollution des sols par les pesticides organochlorés en Martinique » page 37 de ce même numéro.

<sup>6</sup> Voir encadré « Le chlordécone : connaissances, perceptions et comportements de la population antillaise » ci-dessous.

## Références

- [1] Balland P, Mestres R, Fagot M. Rapport sur l'évaluation des risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires en Guadeloupe et Martinique. Paris : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et Ministère de l'Agriculture et de la Pêche ; septembre 1998 : 96 p.
- [2] Beaugendre MJ. Rapport d'information par la Commission des Affaires Économiques, de l'Environnement et du Territoire sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne. Rapport Assemblée Nationale n° 2 430, 2005.
- [3] Snegaroff J. Organochlorines insecticidal residues in soils and rivers of banana-growing regions of Guadeloupe. *Phytopharm.* 1977;26:251-68.
- [4] Kernarrec A. Niveau actuel de la contamination des chaînes biologiques en Guadeloupe : pesticides et métaux lourds. Inra, rapport n° 7 883. 1980.
- [5] Chateauraynaud F, Torry D. Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque. Paris : Ehes ; 1999. 476 p.
- [6] Bellec S, Godard E. Contamination par les produits phytosanitaires organochlorés en Martinique : caractérisation de l'exposition des populations. Fort-de-France : DSDS de Martinique ; mars 2002. 32 p et annexes.
- [7] Desprats J, Comte JP, Perian G. Cartographie du risque de pollution des sols de Martinique par les organochlorés. Rapport de phase 2. Fort-de-France : BRGM ; 2003.
- [8] Cabidoche Y, Jannoyer H, Vannière H. Conclusions du groupe d'étude et de prospective « Pollution par les organochlorés aux Antilles ». Aspects agronomiques. Contributions Cirad Inra. 2006. 66 p.
- [9] Afssa. Avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments relatif à l'actualisation des données scientifiques sur la toxicité du chlordécone en vue d'une éventuelle révision des limites tolérables d'exposition proposées par l'Afssa en 2003. Maisons-Alfort : Afssa ; 2007.
- [10] Nicolino F, Veillerette F. Pesticides. Révélation sur un scandale français. Paris : Fayard ; 2007.
- [11] Fintz M. L'autorisation du chlordécone en France 1968-1981. Contribution à l'action 39 du Plan Chlordécone. Maisons-Alfort : Afset ; 2009.
- [12] Carson R. *Silent spring*. Boston, MA : Houghton Mifflin. 1962.

## Encadré Le chlordécone : connaissances, perceptions et comportements de la population antillaise / *Box Chlordecone: knowledge, perception and attitudes of the French West Indies population*

Delphine Girard<sup>1</sup> (delphine.girard@ars.sante.fr), Christophe Léon<sup>1</sup>, Bérengère Gall<sup>2</sup>, Philippe Guilbert<sup>1</sup>

1/ Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), Saint-Denis, France 2/ Institut de sondage BVA, Boulogne-Billancourt, France

En 2008, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) a mené une étude afin de mesurer les connaissances, les perceptions et les comportements de la population antillaise sur le chlordécone.

Une enquête téléphonique a été conduite du 13 octobre au 26 novembre 2008 en Martinique et en Guadeloupe auprès de deux échantillons indépendants de la population âgée de 18 à 75 ans, incluant les personnes inscrites sur liste rouge. Ces échantillons, de 1 000 personnes chacun, ont été construits selon la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, ligne téléphonique rouge / blanche, commune de résidence principale) de manière à être représentatifs de la population de Martinique et de Guadeloupe. Le questionnaire durait en moyenne 20 minutes et portait exclusivement sur le chlordécone.

Les résultats de l'étude montrent que plus de 8 personnes sur 10 ont déjà entendu parler du chlordécone (85,1% en Martinique, 85,0% en

Guadeloupe). Parmi elles, 46,4% des Martiniquais et 39,7% des Guadeloupéens savent que c'est un pesticide. Près des deux tiers de la population pensent que le chlordécone présente un risque « très » important pour la population (64,5% en Martinique, 61,1% en Guadeloupe). La population antillaise se sent personnellement concernée par la problématique du chlordécone, puisque respectivement 77,6% des répondants martiniquais et 77,2% des répondants guadeloupéens estiment que celui-ci peut avoir des effets sur leur propre santé. Environ 4 personnes sur 10 (39,3% en Martinique, 40,2% en Guadeloupe) affirment d'ailleurs avoir changé certaines de leurs habitudes depuis qu'elles ont entendu parler du chlordécone. La précaution la plus souvent déclarée consiste à limiter la consommation de certains produits considérés comme plus contaminés, tels que les légumes racines (respectivement 72,4% des Martiniquais et 73,4% des Guadeloupéens qui déclarent avoir modifié certains comportements).

La population se montre critique vis-à-vis de l'information reçue sur le chlordécone : ainsi, seule la moitié des répondants (54,5% en Martinique, 48,6% en Guadeloupe) s'estime satisfaite. Le principal motif d'insatisfaction est l'insuffisance de l'information diffusée (83,6% des insatisfaits en Martinique, 86,2% en Guadeloupe). Viennent ensuite le manque de cohérence de l'information diffusée (55,7% en Martinique, 58,4% en Guadeloupe), le manque de confiance dans l'information (44,5% en Martinique, 42,8% en Guadeloupe) et enfin sa complexité (38,8% en Martinique, 39,6% en Guadeloupe).

Les résultats de cette étude mettent en évidence un réel besoin d'information de la population antillaise. Si la grande majorité de la population a déjà entendu parler du chlordécone, les connaissances restent dans l'ensemble peu précises et l'information reçue est perçue comme insatisfaisante pour la moitié des Antillais.